

LACUNES DE LA STATISTIQUE ET CARENCES DE LA THEORIE ECONOMIQUE

Henri DUPRAT

I. Est-il besoin d'innovations théoriques ?

"Les lacunes de la statistique désignent les domaines sur lesquels on ne sait, ne peut ou ne veut pas raisonner". Cette thèse de Michel Volle mérite examen si l'on a le souci de combler ces lacunes : obstacles réels à court terme, les difficultés techniques et les contraintes budgétaires risquent en effet de devenir à long terme des alibis.

M. Volle a raison, croyons-nous, de dénoncer *"les tendances lourdes de la pensée et des institutions"*. Mais il ajoute que *"l'évolution à long terme du codage statistique ne requiert pas d'innovation théorique"*; il suffirait, selon lui, d'*"une assimilation par les clients de la statistique, et pour les y aider, par les statisticiens eux-mêmes, des acquis théoriques les plus substantiels"*.

Nous pensons au contraire que les lacunes de la statistique ne peuvent être comblées sans d'importants efforts d'innovation théorique.

Nous essaierons de le montrer dans trois domaines:

- le rôle de la statistique dans le débat social,
- son rôle en stratégie industrielle,
- l'évaluation de l'information statistique elle-même.

II. La statistique et le débat social

M. Volle fait état du *"passage d'une préoccupation de distribution à une préoccupation de solidarité"* : cela revient à dire que le souci s'est déplacé des emplois vers les ressources.

Il nous semble plutôt que la politique économique et sociale a pour centre, en permanence, le même arbitrage fondamental, entre la compétitivité des entreprises et les inégalités sociales. Ces deux termes sont perçus comme contradictoires et sont pris, tour à tour, pour objectif ou pour contrainte, selon les gouvernements. De ce fait, la comptabilité nationale doit donner une image simplifiée, mais correcte, des liens entre ces deux termes, aussi bien au gouvernement qu'aux partenaires sociaux.

Or ni l'un ni l'autre de ces termes n'apparaissent dans les comptes nationaux, ni, a fortiori, dans les modèles qui en sont issus. La compétitivité des entreprises n'a pour indicateur que le profit des branches, poste dont l'évaluation est d'ailleurs d'une particulière fragilité; quant à l'ensemble des ménages, il reste traité comme un agent unique, décrit par ses caractéristiques moyennes.

Nous allons revenir sur le problème des indicateurs de compétitivité. Constatons seulement, à titre d'exemple, en ce qui concerne les statistiques sociales, qu'un siècle et demi après la *"Physique Sociale"* de Quetelet, le mythe comptable du *"ménage moyen"* régit encore notre analyse des comportements d'épargne, ce qui a pour effet de dissimuler l'existence de l'endettement des ménages et d'une dynamique de la précarité. Cette analyse apparaît dès lors comme orientée par le souci de connaître la capacité globale de financement plutôt que les conditions de vie : un tel déséquilibre entre l'économique et le social, dans l'information statistique, n'est pas de nature à rendre crédible l'impartialité de celle-ci aux yeux des partenaires sociaux.

Même si *"les théories nécessaires pour assurer la relève de Keynes existent"*, comme l'affirme M. Volle, quelques efforts resteront nécessaires pour élaborer des scénarios socio-économiques fiables.

III. La statistique et les stratégies d'entreprise

M. Volle reproche à juste titre au système de statistique économique construit depuis la Libération de ne pas être adapté à *"une économie ouverte sur un monde hétérogène en pleine évolution technologique"*.

Dès les années soixante, déjà, l'ouverture des frontières posait des problèmes nouveaux, exigeant des méthodes nouvelles. Dans une étude faite pour le Commissariat Général au Plan, deux économistes américains affirmaient, en 1970, *"la nécessité d'analyses comparatives par produit des forces et des faiblesses par rapport à la concurrence, comparaisons pour lesquelles les mesures quantitatives habituelles seraient de moins en moins appropriées et devraient céder la place à d'autres, telles que le coût en fonction de la qualité"*[5].

Le recours par les entreprises à de telles méthodes de gestion aurait dû avoir pour corollaire le développement progressif, auprès du système existant de statistique industrielle, d'un second système d'information, assurant le suivi de l'évolution qualitative des produits et des techniques. Il n'en a rien été, du moins en France: la technologie reste la "variable cachée" de la dynamique économique, bien qu'elle passe pour en être le principal facteur.

Mais où est donc la théorie traitant d'*"une économie ouverte en pleine évolution technologique"* ? La science économique a pour centre une théorie générale de l'équilibre, où les aspects dynamiques sont traités comme secondaires, perturbateurs ou exogènes, et l'actuelle théorie de la valeur est incapable, par sa conception même, de rendre compte de l'innovation [3].

Selon la théorie orthodoxe, *"le progrès technique a pour effet que la même production puisse être obtenue avec moins de facteurs de production"* [6]. Or le principal effet du progrès technique est que la production ne soit plus la même. Quelques hérétiques l'ont répété depuis soixante ans: Schumpeter, Barfod, Akerman, Chamberlin [2], Perroux... La substitution à l'"espace des biens" de celui de leurs caractéristiques physiques, proposée par Lancaster [4],- trente ans après Barfod [1]- reste considérée par beaucoup comme une bizarrerie théorique, alors qu'elle ne fait que formaliser la pratique courante des bureaux d'études modernes [3].

M. Volle aurait raison, sur ce point, de parler d'*"acquis théorique substantiel"*. Mais on pourrait craindre que certains "clients" de la statistique n'en tirent argument pour conseiller aux économistes théoriciens une observation plus attentive et aux statisticiens une description plus fidèle des réalités de l'économie industrielle. Nos "indicateurs de compétitivité" ont peu de chances d'être tenus pour pertinents au niveau de la nation, de la branche ou de l'entreprise si nous ne savons pas mieux définir ceux d'un produit.

IV. Comment évaluer la statistique ?

Dans une communication récente, le Premier Ministre a évoqué la nécessité d'instances d'évaluation de l'action administrative.

Que doivent être ces instances, dans le cas de l'INSEE, et de quelles méthodes d'évaluation disposeraient-elles, dans l'état actuel de la science économique?

Sans doute le CNS, devenu le CNIS, constitue-t-il depuis longtemps une telle instance. Mais il ne peut suffire, comme le montre le peu de poids de ses recommandations en face des contraintes budgétaires. Le poids de ces contraintes oblige déjà l'INSEE à chercher à satisfaire des besoins nouveaux sans moyens supplémentaires. Son prestige scientifique lui a seulement permis d'éviter jusqu'ici des restrictions trop lourdes. Ce privilège peut-il durer longtemps? Il serait imprudent d'y compter et plus sage de prévoir une évaluation quantitative des coûts de l'investigation statistique et des services rendus par l'information qu'elle apporte.

"A quoi sert la statistique ?". L'information sert à éclairer des choix. La statistique, pour l'essentiel, remplit deux fonctions:

- éclairer la politique de l'Etat et le débat social,
- éclairer la stratégie des entreprises.

Ces deux fonctions doivent être clairement distinguées, surtout lorsqu'elles sont unies dans un même organisme : la première est une fonction d'intérêt public, qui ne saurait être marchande, tandis que la seconde a vocation à l'être. Les méthodes d'évaluation, comme les concepts d'"utilité", de "pertinence" ou de "qualité" de l'information statistique seront très différents selon la fonction de celle-ci.

S'il s'agit d'éclairer le débat social et les décisions gouvernementales, l'INSEE devient son propre évaluateur. Cette position d'autoréférence donne une importance accrue aux fondements théoriques des méthodes adoptées, en face des autorités de tutelle et des partenaires sociaux.

S'il s'agit, au contraire, d'aider les entreprises par des services marchands, la nécessité de *"fournir à des clients exigeants l'information sobre et sélective dont ils ont besoin"* implique un genre spécifique d'études de marché, adapté à ce bien non matériel qu'est l'information : quels sont les critères qui permettent de définir une information sobre et sélective?

L'évaluation de l'information statistique conduira donc tôt ou tard à celle de la science économique elle-même.

Il serait sans doute excessif de parler à ce propos de *"crise de la science économique"*. On peut néanmoins s'inquiéter des conséquences de l'inertie des *"tendances lourdes de la*

pensée et des institutions", non seulement pour la statistique économique, mais pour l'économie elle-même.

La conception "classique" du progrès technique, que nous venons de rappeler, conduit en effet logiquement l'Etat et les entreprises à chercher, pour améliorer la compétitivité, à diminuer les effectifs, et si possible les salaires. L'autre conception conduit, au contraire, à développer des produits pour lesquels l'amélioration de la qualité et des performances permet d'augmenter les prix plus qu'elle n'accroît les coûts; elle semble malheureusement plus répandue à l'étranger qu'en France.

Au moment où d'autres disciplines scientifiques sont sommées de rendre compte des conséquences, bénéfiques ou néfastes, de leurs applications, la science économique aurait-elle le privilège de l'irresponsabilité ?

Existe-t-il ou non, en économie, une "technologie", au sens de Mansfield, transformant les progrès du savoir en nouvelles méthodes de décision et de gestion ? Si la réponse est affirmative, au nom de quoi les économistes seraient-ils dispensés de l'obligation de prévoir et d'évaluer les conséquences de leurs travaux ? Si elle est négative, à quoi servent-ils ?

Ces critiques n'ont pas pour but de dénigrer ce qui a été fait, mais de mettre en garde contre la tentation, trop fréquente chez les scientifiques, de croire qu'il ne reste plus rien d'important à découvrir ou à créer.

L'évolution actuelle de l'économie, et particulièrement le développement de la technologie, transforment les besoins d'information statistique, mais, en même temps, multiplient les problèmes nouveaux en science économique et rendent plus urgentes leurs solutions.

L'aptitude de la statistique, selon M. Volle, à *"aider l'administration à progresser vers une gestion plus rigoureuse et mieux éclairée"* et son rôle de *"ferment de l'exigence scientifique"*, font à l'INSEE un devoir de résoudre les problèmes d'étude économique posés par l'évaluation de ses propres résultats statistiques, et, par conséquent, de surmonter les difficultés théoriques qu'ils comportent.

V. Conclusion: pour un programme de recherche

Nous avons essayé de montrer que les progrès attendus de la statistique ne pourront être obtenus sans diverses innovations méthodologiques, qui correspondent souvent à des questions encore mal résolues par la science économique.

Statisticiens et économistes ont donc partie liée: leur intérêt commun est de mettre en oeuvre un programme de recherche, centré sur l'économie de l'information.

Il est de bonne stratégie, dans le monde actuel, de ne pas attendre que d'autres aient trouvé des solutions et les aient mises en pratique pour s'attaquer aux problèmes.

Références

1. BARFOD Borge, cité par Sven DANO, in *Industrial Production Models*, Springer-Verlag New-York Inc., 1966 (pp.138 sq).
 2. CHAMBERLIN Edward H.: "The Product as an Economic Variable" in *The Quarterly Journal of Economics*, vol. LXVII, February 1953, n°1,(pp.1-29).
 3. DUPRAT Henri : "Vers une théorie de la valeur d'usage ?", *Journal de la Société de Statistique de Paris*, tome 128, n°4, 1987 (pp.223-231).
 4. LANCASTER Kelvin J.: "A New Approach to Consumer Theory" in *The Journal of Political Economy*, vol.LXXIV, n°2, April 1966,The University of Chicago Press.
 5. McARTHUR John et SCOTT Bruce : *L'industrie française face aux plans*. Ed. d'Organisation, Paris, 1970 (p.452).
 6. MALINVAUD Edmond, in "Cinq questions au Directeur Général de l'INSEE", *ANVAR-Magazine* n°26, mars 1983 (p.18).
-